

Unité départementale du Loiret  
Adresse postale: DREAL Centre - UD 45 - 5 avenue Buffon  
Bureaux: 3 rue du Carbone - Orléans la Source  
CS 96407  
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 27/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SWISS KRONO**

Route de Cerdon  
45600 Sully-Sur-Loire

Références : 485/2025 - VAT2025-0429  
Code AIOT : 0010004585

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2025 dans l'établissement SWISS KRONO implanté Route de Cerdon 45600 Sully-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 05/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SWISS KRONO
- Route de Cerdon 45600 Sully-sur-Loire
- Code AIOT : 0010004585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site appartient au groupe SWISS KRONO créé en 1966.

Le groupe est l'un des principaux fabricants mondiaux de matériaux en bois. L'usine de Sully-sur-Loire est spécialisée dans la fabrication de panneaux de particules bruts et transformés (mélaminés) et de panneaux et dalles Oriented Standard Board (OSB).

Elle est implantée sur près de 52 ha parmi un ensemble foncier appartenant à la société de plus de 138 ha. Elle comprend 10 ha de bâtiment et 12 ha de parc à bois.

En 2024, des sécheurs basse température et une centrale biomasse ont été mis en service.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'émission des rejets aqueux_PdC9_VI_06/09/2024	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 4.3.9	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
2	Définition générale des moyens_PdC6_VI_06/09/2024	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.6.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Protection contre la foudre_PdC7_VI_06/09/2024	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.3.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Rejets atmosphériques_PdC4_VI_06/09/2024	AP Complémentaire du 27/01/2023, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Rejets atmosphériques_PdC2_VI_06/09/2024	AP Complémentaire du 27/01/2023, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Plan de défense contre un incendie_PdC 12_VI_06/09/2024	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.6.6.2 et 11.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
12	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/01/2023, article art. 6	/	Demande d'action corrective	3 mois
13	Arrêt définitif réservoirs enterrés	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Principes directeurs_PdC 5_VI_06/09/2024	Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Gestion des sols_PdC10_VI_06/09/2024	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 4.3.11	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Prévention des pollutions_PdC 11_VI_06/09/2024	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.6.7.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
10	Prévention des pollutions_PdC 13_VI_06/09/2024	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 4.1.4.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Autosurveillance des rejets aqueux_PdC14_VI_06/09/2024	AP Complémentaire du 28/12/2021, article 9.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites d'émission des rejets aqueux\_PdC9\_VI\_06/09/2024

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 4.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après prétraitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 06/09/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 02/04/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré et après leur prétraitement, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies [se reporter à l'arrêté].</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Constat du 6 septembre 2024 :</b>  Pour mémoire, les résultats de l'autosurveillance, sur la période d'octobre 2023 à mai 2024, déclarés dans GIDAF sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Rejet n°1 ancien bassin orage : conformes d'octobre à mai ;</li> <li>Rejet n°2 bassin OSB : non-conformes d'octobre à mai :</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>Octobre 2023 : MES = 174 mg/l / VLE à 35 mg/l - DBO5 = 33 mg/l / VLE à 30 mg/l ; DCO = 289 mg/l / VLE à 125 mg/l ; Zn = 0,305 mg/l / VLE à 0,2 mg/l</li> <li>Novembre 2023 : MES = 56 mg/l / VLE à 35 mg/l ; DCO = 138 mg/l / VLE à 125 mg/l - Zn = 0,212 mg/l / VLE à 0,2 mg/l ;</li> <li>Décembre 2023 : MES = 60 mg/l / VLE à 35 mg/l ; DCO = 159 mg/l / VLE à 125 mg/l ; Zn =</li> </ul>

- 0,328 mg/l / VLE à 0,2 mg/l ;
- Janvier 2024 : DBO5 = 62 mg/l / VLE à 30 mg/l ; DCO = 128 mg/l / VLE à 125 mg/l ; Zn 0,377 mg/l / VLE à 0,2 mg/l ;
- Février 2024 : MES = 57 mg/l / VLE à 35 mg/l ; Zn = 0,273 mg/l / VLE à 0,2 mg/l ;
- Mars 2024 : MES = 40 mg/l pour VLE à 35 mg/l ; DCO 151 mg/l / VLE à 125 mg/l ; Zn 0,249 mg/l / VLE à 0,2 mg/l ;
- Avril 2024 : MES = 231 mg/l / VLE à 35 mg/l ; DCO = 134 mg/l / VLE à 125 mg/l ; Zn = 0,255 mg/l / VLE à 0,2 mg/l ;
- Mai 2024 : MES = 231 mg/l / VLE à 35 mg/l.

**Constat associé au Point de Contrôle (PdC) n°9 - Les VLE concernant les paramètres DCO, MES et Zn du point de rejet n°2 (bassin OSB) sont régulièrement dépassées. Des dépassements relatifs au paramètre DBO5, très ponctuels et de faibles amplitudes, sont également observés.**

L'exploitant poursuit ses études pour revenir à une conformité de ces rejets. Par courrier du 24/09/2024, il présente l'avancement de son projet :

- Poursuite du travail avec les services du CD45 pour quantifier la part de rejet des RD dans le bassin de SWISS KRONO, versus les rejets de l'exploitant. La dernière réunion s'est tenue le 28/05/2024.
  - Point d'avancement
- Étude par le département du flux théorique entrant dans le bassin SWISS KRONO terminée ;  
 - Mesures de flux sur les entrants SWISS KRONO en cours de finalisation -jusqu'en septembre 2024).

- Résultats

Un flux estimé en provenance de la Route Départementale RD548 par points entrants non négligeable par rapport au flux total engendrant la création d'un (de) bassin(s) pour le département :

- solution A : un bassin de 520 m<sup>3</sup> sur parking PL de SWISS KRONO et un bassin de 635 m<sup>3</sup> chez le propriétaire situé en face de l'entrée VL de SWISS KRONO ;
- solution B : un bassin de 1265 m<sup>3</sup> sur le terrain de SWISS KRONO avec station de relevage au niveau de l'étang situé à l'entrée VL.

Plan d'actions

- trouver un terrain pour le(s) bassin(s) du département ;
- nouvelle étude par SWISS KRONO pour un traitement de ses rejets en fonction de ces nouvelles données ;
- finalisation par SWISS KRONO des relevés de débits pour communication à son prestataire afin d'ajuster les solutions de traitement des rejets d'eaux pluviales ;

- dans l'attente d'une solution pérenne, mise en place d'actions visant à réduire les rejets de MES, DCO, DBO ;
  - changement d'un dégrilleur en 08/2023 ;
  - contrat avec une société de pompage pour un curage préventif toutes les 5 semaines du canal à ciel ouvert qui rejette dans le bassin OSB ;
  - poursuite du curage nettoyage du bassin, 3 fois par an.
- 
- concernant les rejets en Zn : mise en place d'un asservissement permettant de supprimer l'écoulement d'eau dans les boues sèches de l'installation de lavage des fumées de l'unité PP lors de son arrêt. Le reste du Zn provient du stockage sur parc des rondins de bois et l'écoulement des eaux pluviales et sera traité dans le cadre de la solution globale de traitement des rejets du bassin OSB.

Dans sa réponse complémentaire du 3 juillet 2023, SWISS KRONO indique : « les débitmètres sont en place depuis janvier 2023. La faible pluviométrie ne permet pas d'identifier les flux imputables à chacune des parties : eaux pluviales de SWISS KRONO et eaux pluviales du département (route de Cerdon et amont). Le groupe de travail avec les équipes des services du Département se réunit régulièrement. La dernière réunion a eu lieu le 19 juin. Un cabinet d'expertise a été mandaté des 2 côtés afin de bien identifier les flux et les polluants, ceci dans l'objectif de mettre les traitements les plus adaptés.

Nous continuons la maintenance sur nos dégrilleurs ; le dégrilleur maille 1 cm sera changé début août.

Pour le parking Poids-Lourds, la faible pluviométrie ne permet pas de faire les prélèvements réglementaires. La surface de récupération de ces eaux ne permet pas d'avoir un volume suffisant. Dès que les pluies seront conséquentes, nous déclencherons le prélèvement. »

Le 25 juillet 2025, l'exploitant a apporté de nouveaux compléments :

« Actions menées sur la mise en conformité de nos rejets d'eaux pluviales au niveau du bassin OSB :

- Des réunions régulières avec les services de la DREAL et l'Agence de l'eau Loire-Bretagne ainsi que les services du département ont lieu tous les 6 mois approximativement (dernière en date du 4 juillet 2025).

- Les études avec les services du département et des services techniques de la ville de Sully-Sur-Loire se poursuivent quant à la déconnexion possible et potentielle des rejets de la route départementale dans notre bassin.

Divers scénarii ont été proposés sur la partie faisabilité technique. Les étapes suivantes portent sur la partie acquisition foncière, puis la réalisation des travaux de déconnexion.

Pour la partie des rejets d'eaux pluviales propres à SWISS KRONO, l'exploitant poursuit les démarches pour trouver un prestataire proposant un système de filtration de ces effluents et permettant une conformité en sortie du site. À ce jour, un grand nombre des prestataires sollicités a refusé de s'engager. SWISS KRONO est actuellement en relation avec la société DESOTEC afin d'installer une unité pilote d'ici la fin de l'année 2025.

L'exploitant est également en cours de consultation sur la partie instruments de mesure.

En amont de l'installation, une demande d'aide financière sera déposée auprès de l'Agence de l'Eau.

»

#### **Constat du 29 septembre 2025 :**

La consultation des télédéclarations GIDAF au titre de l'année 2025, met en évidence les dépassements suivants :

- Rejet 2 « Bassin OSB » :

- janvier : MES et Indice Phénol,
- février : MES, DBO<sub>5</sub>, Pt et Indice Phénol,
- mars : MES, NGL, DCO et Indice Phénol,
- avril : DCO et Indice phénols,
- juin : indice phénol.

- Rejet 1 « ancien bassin d'orage » : mai : MES, DCO, NGL, DBO<sub>5</sub> et Indice Phénol.

Des échanges avec le département sont en cours. Ce dernier souhaite disposer, à titre gracieux, d'une emprise foncière afin de mettre en place un bassin de collecte des eaux pluviales de ruissellement de la voirie publique.

Pour la partie des rejets d'eaux pluviales propres à SWISS KRONO, l'exploitant poursuit les démarches en cours avec la mise en œuvre d'un système de filtration de ces effluents (filtre à sable, charbon actif) par DESOTEC. Ce traitement in-situ doit permettre de respecter les VLE, en sortie du site. Un essai pilote devrait démarrer début novembre 2025, sur une période de 6 mois. Une demande d'aide financière est déposée auprès de l'Agence de l'Eau.

**Les mesures correctives mises en œuvre par l'exploitant en réponse au constat associé au PdC n°9 de la visite d'inspection du 6 septembre 2024 ne permettent pas de respecter, au jour de l'inspection, les VLE fixées par son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.**

**La non-conformité associée au PdC n°9 précité est reconduite avec le libellé suivant : Les VLE concernant les paramètres DCO, MES, DCO et indice phénol au point de rejet n°2 (bassin OSB) sont régulièrement dépassées. Des dépassements concernant les paramètres MES, DCO, DBO<sub>5</sub>, NGL et Indice Phénol ont été observés au niveau du point de rejet n°1 « ancien bassin d'orage », en mai 2025.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°1.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : Définition générale des moyens\_PdC6\_VI\_06/09/2024**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.6.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Définition générale des moyens

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/04/2025

**Prescription contrôlée :**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan Établissements Répertoriés



établi par l'exploitant.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

#### **Constats :**

##### **Constat du 6 septembre 2024 :**

Selon le rapport DESAUTEL du 09/11/2023 de la vérification des RIA : 2 RIA hors service + 3 dont la manipulation est impossible et 10 mentionnés fuyards ; pas de justificatif de mise en conformité présenté en inspection du 06/09/2024.

Le système de sprinklage est ancien et n'est pas conforme à un référentiel certifié, selon le CCTP lot n°1 sprinklers du 20/09/2023 relatif à la mise en conformité trentenaire du système de protection incendie.

Concernant la mise en conformité trentenaire de son système de sprinklage, l'exploitant indique n'avoir pas réussi à obtenir, malgré une consultation à l'étranger et en France, d'offres de sociétés agréées avec un engagement sur un délai de réalisation. Il va donc passer commande pour le remplacement des 2 groupes moto propulseur (GMP) pour passer d'un débit de 500 m<sup>3</sup>/h à 600 m<sup>3</sup>/h, sans passer par un installateur agréé.

**Non-conformité associée au PdC n°6 - L'exploitant ne peut toujours pas justifier de la conformité de l'ensemble des RIA du site, ni de son système de sprinklage.**

Dans sa réponse du 05/02/2025, l'exploitant a communiqué à l'inspection :

- une copie de son devis concernant la vérification trentenaire du réseau de sprinklage en cours,
- le mail du 31/01/2025 de la société AMOPSI organisant une réunion pour présenter son rapport d'analyse des offres (RAO).

##### **Constat du 29 septembre 2025 :**

L'exploitant a commandé la remise en état des RIA par la société CLIMEX Val de Loire suite à la vérification du 24 janvier 2025. La remise en état a été finalisée le 9 juillet 2025.

L'inspection a procédé à un contrôle par sondage de cette remise en état. La visite in-situ a permis de constater le remplacement effectif de plusieurs RIA, dont le RIA n°38 de l'atelier « Coupeuse OSB ».

Concernant l'extinction automatique à eau (sprinklage), l'exploitant a présenté le compte-rendu Q1 de la vérification semestrielle, établi le 16 mai 2025 par l'APAVE. **Ce compte-rendu fait état des points de non-conformité avec risque de mise en échec** suivants :

- essais des points F à réaliser (depuis le 20/11/2019)
- source B2 : la pompe remplacée en 2022 ne fournit que 7 bars, au lieu de 8 bars au débit nominal de 500 m<sup>3</sup>/h ;
- poste 6 : entreposage de produits finis dans cette zone sur une hauteur de 6 m zone prévue à l'origine en zone d'activité avec protection de densité 7,5 L/mn/m<sup>2</sup>.

Suivant l'analyse de la société AMOPSI des offres présentée par l'exploitant, le coût associé à la remise en état de l'installation, et à niveau vis-à-vis des évolutions des règles APSAD, s'élève à

minima à environ 2 M€.

À noter, des non-conformités concernant cette installation autonome de défense incendie sont notifiés à l'exploitant depuis 2022 : inspections des 10 juin 2022, 15 mai 2023 et 6 septembre 2024.

Pour mémoire, le rapport de phase II « analyses détaillées d'AMOPSI du 25/10/2022 », concernant l'Analyse des Installations de protection incendie - Automatique de type Sprinkleurs des Sources B1, B2 et Postes de contrôles n°1, 2, 3, 4, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 19 a été fourni. Ce rapport conclut : « À la suite de l'investigation phase 1 et de l'analyse de risques, certains postes de contrôle sont en totalité ou quasi-totalité non conformes suivant un dimensionnement réseau insuffisant pour garantir des densités plus élevées de l'origine. Pour rappel, selon les préconisations du groupe SWISS KRONO, les densités dans les zones mélaminées et OSB doivent être a minima 17,5 l/min/m<sup>2</sup> - 260m<sup>2</sup>... »

L'exploitant avait indiqué que le sprinklage faisait partie des priorités du second semestre 2024. Les travaux devaient être faits dans le plan d'investissement de 2023-2025 (2,5 M€).

**En date du 29 septembre 2025, la réalisation des travaux nécessaires pour la mise à niveau de l'installation d'extinction automatique n'est pas initiée : le choix de l'entreprise n'est pas finalisé. Dans ce contexte, la non-conformité associée au PdC n°6 est reconduite avec le libellé suivant : L'exploitant ne peut toujours pas justifier de la conformité de son système de sprinklage. Ce point de contrôle fait l'objet d'une proposition d'une mise en demeure à Madame la Préfète.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- les justificatifs de mise en conformité des RIA (nouveau rapport DESAUTEL montrant que les écarts détectés en 2023 ont été levés),
- la liste exhaustive des travaux de mise en conformité nécessaires selon le rapport AMOPSI en précisant ceux prévus en 2025 ou réalisés en 2024 ou 2023.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°2.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Principes directeurs\_PdC5\_VI\_06/09/2024**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Principes directeurs

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/04/2025

### Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### Constats :

#### Constat du 6 septembre 2024 :

Ligne Panneaux de Particules : système GRECON fonctionnel

Ligne OSB : système GRECON fonctionnel, sauf sur certaines lignes dont le déluge au niveau des convoyeurs alimentant les nouveaux sécheurs qui est consigné depuis pas mal de temps, l'exploitant n'arrivant pas à maîtriser son fonctionnement intempestif dû à des entrées parasites du rayonnement solaire.

Par ailleurs, il est constaté que la traçabilité associée à la consignation de ces lignes n'est pas correctement assurée.

**Non-conformité associée au PdC n°5 - La mise en demeure du 27 janvier 2023 qui portait sur le bon fonctionnement des systèmes GRECON des installations existantes est satisfaite. Par contre, plusieurs lignes GRECON sont consignées sur les nouvelles installations OSB mises en place depuis.**

Par courrier du 24 septembre 2024, l'exploitant a indiqué :

Lors de la visite du 6 septembre, il a été constaté les points suivants :

- le fonctionnement de toutes lignes GRECON installées sur la ligne PP
- la mise hors ligne de certaines lignes GRECON sur l'unité OSB faisant suite à 2 raisons :

- l'arrêt définitif des installations : lignes des anciens sécheurs nommés Büttner et Promill (entourés en bleu sur une photo transmise). L'exploitant a demandé au prestataire de retirer de l'écran ces lignes afin d'éviter toute confusion. Cette action sera faite fin septembre.
- l'arrêt de certaines lignes des nouveaux sécheurs (entourés en orange une photo transmise).

La remise en service des lignes LO98 et L100 à L110 a été effectuée après travaux d'étanchéité des ouvertures/orifices dans les équipements générant des détections/extinctions intempestives, dans les jours qui ont suivi la visite.

Une photographie en date du 17 septembre atteste de ces remises effectives en service des GRECON.

Pour les lignes LO90.1 et 2 L 91.1 et 2 (convoyeurs) : malgré des recherches de fuites, l'exploitant n'a pas pu identifier les sources de présence de lumières. Le fabricant est présent sur site et les recherches se poursuivent. Dans l'attente, l'exploitant signale qu'il est impossible d'activer ces lignes sans détections, ce qui engendrerait une inondation permanente des convoyeurs.

Les systèmes GRECON et les systèmes de découplage ATEX en amont et en aval sont activés, ce qui limite les risques en cas de départ incendie ou d'explosion dans ces convoyeurs. Les équipes du site font également des rondes régulières de surveillance.

Dans sa réponse complémentaire du 5 février 2025, l'exploitant a transmis une photographie du 10 janvier 2025 attestant du bon fonctionnement des systèmes GRECON sur la ligne OSB (matériels connectés et fonctionnel)

**Constat du 29 septembre 2025 :**

La visite in-situ n'a pas permis de constater le bon fonctionnement des systèmes GRECON sur la ligne OSB qui sont à l'arrêt depuis le sinistre du 9 septembre 2025.

**Pour autant, la transmission des justificatifs attestant du bon fonctionnement des systèmes GRECON permet de solder la non-conformité associée au PdC n°5 de la visite d'inspection du 6 septembre 2024.**

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Protection contre la foudre\_PdC7\_VI\_06/09/2024**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/12/2021, article 7.3.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection contre la foudre

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 02/04/2025

**Prescription contrôlée :**

Une analyse du risque foudre {ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme

compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées.

En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Les paratonnerres à source radioactive présents dans les installations ne sont pas admis dans l'installation.

## **Constats :**

### **Constat du 6 septembre 2024 :**

Le rapport APAVE du 12 janvier 2024 relatif à la vérification visuelle réalisée du 3 au 12 janvier 2024 fait état de 4 observations, dont une mineure.

### **Non-conformité associée au PdC n°7 - Les justificatifs de levée des observations n'ont pas été présentés en inspection.**

En date du 5 février 2025, l'exploitant a indiqué que la vérification complète des installations de protection contre la foudre intégrant les sécheurs BT et la chaufferie biomasse ne pourra être fournie que lors de la prochaine visite. En effet, lorsqu'une Visite Initiale de Mise en Service est faite dans l'année, le contrôle n'est pas intégré dans le contrôle annuel de l'année en cours, mais sur l'année N+1 (règle des organismes de contrôle).

### **Constat du 29 septembre 2025 :**

À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté :

- le rapport APPAVE 491720.01.61.24.J - 01 du 9 novembre 2024 relatif à la vérification complète des installations de protection foudre du site. Ce rapport fait état de 4 observations, levées les 15 et 23 janvier 2025 (interventions réalisées par les Établissements RENARD, d'une part, et en interne, d'autre part) ;
- le dossier des ouvrages exécutés (DOE) relatif à l'installation réalisée par les Établissements RENARD, conformément à la norme NF C 17-102 dans sa version de septembre 2011, en application de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, selon les préconisations de l'Analyse du Risque Foudre (n° 22.601.ORL.09600.00. R.001.EARF.001 d'août 2022) et de l'Étude Technique (n° 23.601.ORL.02541.00.M.002.EETF.001 de mars 2023) établies par l'APAVE, concernant la protection contre le risque foudre de la centrale biomasse pilotée par la société DALKIA, au profit de la société SWISS KRONO ;
- le rapport APAVE référencé 23.601.ORL.01846.00.S.001.EVCF.001 - 1 du 5 septembre 2024 relatif à la vérification initiale, effectuée du 2 au 5 septembre 2024, des installations de protection contre le risque foudre des installations « biomasse » susvisées installées par les Établissements RENARD. **Ce rapport fait état de 8 observations non traitées en date du 29 septembre 2025, et plus particulièrement dans le délai maximal d'un mois suivant la vérification, tel que fixé l'article 21 de l'arrêté ministériel précité du 4 octobre 2010. À**

noter, le boîtier filaire de test n'étant pas fourni, le test de fonctionnement n'a pas été réalisé.

Les justificatifs de levée des 4 observations portées dans le rapport APAVE du 12 janvier 2024 relatif à la vérification visuelle des installations de protection contre le risque foudre existantes avant l'extension associée à la centrale biomasse, réalisée du 3 au 12 janvier 2024, ont été présentés à l'inspection. Ces justificatifs n'appellent pas d'observation.

Toutefois, la non-conformité associée au PdC n°7 de l'inspection du 6 septembre 2024 est reconduite avec le libellé suivant : L'exploitant n'a pas levé les écarts et observations émis dans le cadre de la vérification initiale du 5 septembre 2024 des installations de protection contre le risque foudre de la centrale biomasse, objet du rapport APAVE référencé 23.601.ORL.01846.00.S.001.EVCF.001 - 1 du 5 septembre 2024, dans le délai maximal d'un mois suivant la vérification, tel que fixé par l'article 21 de l'arrêté ministériel précité du 4 octobre 2010. Ce point de contrôle fait l'objet d'une proposition d'une mise en demeure à Madame la Préfète.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- le justificatif de levée des observations de la vérification visuelle de janvier 2024 ;
- l'ARF mise à jour pour intégrer la chaufferie biomasse et les sécheurs BT ;
- l'ETF mise à jour pour intégrer la chaufferie biomasse et les sécheurs BT ;
- la vérification complète des installations de protection contre la foudre intégrant les sécheurs BT et la chaufferie biomasse.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs de levée des observations mentionnées dans le rapport APAVE référencé 23.601.ORL.01846.00.S.001.EVCF.001 - 1 du 5 septembre 2024 relatif à la vérification initiale des installations de protection contre le risque foudre de la centrale biomasse.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Gestion des sols\_PdC10\_VI\_06/09/2024**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/12/2021, article 4.3.11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des sols

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 02/04/2025

**Prescription contrôlée :**

Une étude de pollution de sols sera menée avant le début des travaux afin d'évaluer ce risque et

définir les mesures adéquates.  
En cas de découverte de pollution pendant les travaux un plan de gestion des sols pollués sera mis en place. Le cas échéant, les terres polluées sont évacuées dans les filières autorisées.

**Constats :**

**Constat du 6 septembre 2024 :**

L'exploitant n'a pas fourni d'étude préalable de pollution des sols au droit des nouveaux sécheurs. Il n'a pas réalisé d'analyses sur les terres excavées et évacuées considérant que la zone n'était pas identifiée comme polluée.

Les terres ont été évacuées pour une valorisation (pas de rétribution du destinataire). Selon l'exploitant, il est encore possible de faire des prélèvements de terre chez le destinataire, un particulier qui les aurait utilisées pour constituer les digues d'un étang. Ce prélèvement devra être effectué par un bureau d'études spécialisé en matière de sites et sols pollués.

**Non-conformité associée au PdC n°10 - L'exploitant ne dispose pas de justificatif de non-pollution des terres excavées et de la conformité de la filière de gestion de ces terres.**

Dans sa réponse du 5 février 2025, l'exploitant a déclaré : « Une attestation rédigée par GUINTOLI en date du 27 septembre 2024 indique que 10 674 m<sup>3</sup> de déblais ont été évacués chez un particulier pour reboucher une mare pour une partie, et l'autre partie pour une utilisation de renforcement de digue d'étang. Ces travaux ont été réalisés sans rémunération.

Suite à cette déclaration, l'inspection a demandé une caractérisation qualitative de ces terres.

Dans sa réponse complémentaire du 25 juillet 2025, l'exploitant a déclaré avoir reçu le compte rendu des analyses début juillet 2025. Les analyses ne révèlent aucune pollution incompatible avec la destination.

**Constat du 29 septembre 2025 :**

L'exploitant a présenté les résultats des analyses effectuées à partir des 10 sondages réalisés par IDDEA, afin de démontrer la compatibilité des terres excavées avec le réemploi retenu dans le cadre de leur élimination.

Le rapport IDDEA référencé 250069 du 25 avril 2025 fait état de l'absence de pollution.

**Pas d'écart constaté. La non-conformité associée au PdC n°10 de la visite d'inspection du 6 septembre 2024 est soldée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Rejets atmosphériques\_PdC4\_VI\_06/09/2024**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 27/01/2023, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance - Mesure en continu

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 02/02/2025

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions de polluants. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

[...]

Paramètre	Conduits n°	Périodicité et type de contrôle
Débit gaz O <sub>2</sub> CO Poussières (1) COVT et COVnm	n°3 - Sécheurs OSB	Mensuelle par organisme agréé  En continu sur les 2 cheminées les plus pénalisantes et estimations mensuelles sur les 10 autres et Annuelle par organisme agréé (2)  En continu et annuelle par organisme agréé
Débit gaz O <sub>2</sub> NOx Formladéhyde	1, 2 et 3	Semestrielle par organisme agréé (3)
SO <sub>2</sub> HAP Métaux	1, 2 et 3	Annuelle par organisme agréé



Dioxines et furannes (PCDD/PCDF)	1, 2 et 3	Annuelle par organisme agréé
Débit gaz O <sub>2</sub> NOx Poussières SO <sub>2</sub> CO	4 et 5	Annuelle par organisme agréé (sauf si durée de fonctionnement inférieure à 500 heures)
Débit gaz Poussières COVT Formaldéhyde	6 et 7	Semestrielle par organisme agréé

(1) Si le flux horaire de l'ensemble des émissions canalisées dépasse 50 kg/h, la mesure en permanence des émissions de poussières par une méthode gravimétrique est réalisée. Si le flux horaire dépasse 5 kg/h, mais est inférieur ou égal à 50 kg/h, une évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets à l'aide, par exemple, d'un opacimètre est réalisée.

(2) La surveillance en continu des émissions est réalisée a minima sur l'émissaire le plus représentatif des émissions. Une mesure annuelle sur chacun des 5 autres émissaires permet de

vérifier que l'émissaire défini est bien celui le plus représentatif des émissions. Les modalités de calcul des émissions font l'objet d'une note méthodologique établie par l'exploitant transmise à l'inspection des installations classées pour accord, 6 mois avant la mise en service des nouveaux sècheurs basse température.

(3) La technologie des futurs sècheurs par un séchage indirect avec l'utilisation de la chaleur produite par des circuits d'eau chaude garantit l'absence de combustion au niveau des sècheurs, et par conséquent la production de NOx. La surveillance des NOx n'est donc pas requise sur les nouveaux sècheurs indirects OSB à partir du 01/07/2024.

Conduits et appareils surveillés	Substance	Périodicité et type de contrôle
Conduit 10 (gaz naturel)	Débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau des fumées NOx CO Poussières SO <sub>2</sub>	En continu En continu + annuelle En continu + annuelle Semestrielle Estimation journalière et mesure semestrielle
Conduit 9 (biomasse)	Débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau des fumées NH <sub>3</sub> NOx CO Poussières SO <sub>2</sub> HCl	En continu En continu + annuel En continu + annuel En continu + annuel En continu + annuel

		En continu + annuel En continu + annuel En continu + annuel
Conduit 9 (biomasse)	HAP COV Métaux et métalloïdes Formaldéhyde	Trimestrielle La mesure trimestrielle devient annuelle si les résultats obtenus après un an de surveillance dans des conditions de fonctionnements similaires sont peu dispersés.
Conduit 9 (biomasse)	Hg et composés HF Dioxines et furanes	Annuelle
Conduits 8-1 et 8-2 (TAG 1 et 2, gaz naturel)	Débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau des fumées	En continu
Conduits 8-1 et 8-2 (TAG 1 et 2, gaz naturel)	NOx CO	Surveillance permanente d'un paramètre représentatif plus étalonnage trimestriel + annuelle
Conduits 8-1 et 8-2 (TAG 1 et 2, gaz naturel)	Poussières	Annuelle
Conduits 8-1 et 8-2 (TAG 1 et 2, gaz naturel)	SO <sub>2</sub>	Estimation journalière et mesure annuelle

### Mesures en continu

Dans le cas d'une surveillance en continu, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune valeur moyenne mensuelle au cours d'un mois civil ne dépasse la valeur limite fixée au présent arrêté ;
- pour les poussières, 97 % de toutes les valeurs moyennes relevées sur 48 heures ne dépassent pas 110 % des valeurs limites d'émissions ;

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre III sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre III du présent arrêté ;
- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre III du présent arrêté ;
- aucune valeur annuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre III du présent arrêté ;

Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt déterminées conformément à l'article 3.2.9 du présent arrêté.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % indiquée à l'article 33 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des valeurs limites d'émission est apprécié en appliquant les dispositions de l'article 36 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

Moyenne journalière : Moyenne sur une période de 24 heures des moyennes horaires valables obtenues par mesures en continu.

Moyenne annuelle : Moyenne sur une année des moyennes horaires valables obtenues par mesures en continu.

### Mesures discontinues

Dans le cas de mesures discontinues ou d'autres procédures d'évaluation des émissions, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats des mesures, obtenus conformément aux dispositions de l'arrêté d'autorisation, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission en moyennes mensuelles.

### Chaudière GEKA

Les rejets de la chaudière GEKA partent dans le sécheur et sont évacuées par le conduit de ce dernier.

### **Constats :**

**Constat du 6 septembre 2024 :**

**Conduits 1' et 2' - Sécheurs BT :** mesure en continu débit, O<sub>2</sub>, CO, PS, COVT

Les dispositifs de mesure en continu ne sont pas en place. L'exploitant a indiqué en inspection que le fournisseur a eu du mal à récupérer les données techniques du fournisseur des sécheurs pour pouvoir établir son offre (offre technique en juillet 2024) et compte tenu des délais de livraison, il a évoqué une livraison probable au 1<sup>er</sup> trimestre 2025.

Par courrier du 24/09/2024, l'exploitant a confirmé les causes du retard et l'échéance de mise en place des appareils de mesure en continu. Il a joint les justificatifs associés dont la copie de la commande.

Il a en outre défini des mesures compensatoires pendant la période précédant la mise en place de la mesure en continu sur les rejets, à savoir :

- réalisation de mesures mensuelles sur les 6 cheminées des 2 sécheurs ;
- transmission à l'inspection des installations classées des résultats mensuels de ces mesures ;
- faire parvenir la méthode de suivi de ces mesures et transmettre les résultats une fois par trimestre.

**Conduit 3 - Sécheur PP (PROMILL) :** mesure en continu - débit, O<sub>2</sub>, CO, PS, COVT - Vu l'affichage des mesures en continu sur ces paramètres.

**Conduit 9 - Chaudière biomasse :** mesure en continu - débit, O<sub>2</sub>, NH<sub>3</sub>, NO<sub>x</sub>, Cl, PS, SO<sub>2</sub>, HCl

Vu en salle de contrôle les mesures en continu sur ces paramètres plus celui sur HF.

Vu les QAL1.

Vu commande du QAL2 du 04/09/2024.

**Non-conformité associée au PdC n°4 - Les rejets des nouveaux séchoirs BT ne sont pas équipés des dispositifs de mesure en continu sur les paramètres requis.**

En date du 6 février 2025, l'exploitant a mis à jour la note de calcul méthodologique concernant la surveillance des émissions atmosphériques des sécheurs basse température.

L'exploitant a transmis le 21 janvier 2025 la feuille de calcul pour déterminer la cheminée la plus émettrice.

L'exploitant a fourni le 25 juillet 2025, les suites données et les actions menées :

Appareils de mesure en continu sur la cheminée de chaque sécheur OSB :

o Sécheurs 1 et 2 : installations des appareils fin mars 2025 ;

o Mise en service prévue pour le 11 août 2025 ; date repoussée suite à l'incendie survenu sur le sécheur n°1 début avril ayant détruit leur équipement. Le matériel a été reçu fin juin et sera installé en août (absence de personnel du fournisseur).

Sur le sécheur n°2, les raccords des bouteilles de gaz n'étaient pas conformes et malgré nos relances, nous les avons obtenues début juillet et ils seront installés en août pour les mêmes raisons.

Dans l'attente, nous avons programmé des mesures sur les 2 sécheurs fin avril, dont nous sommes toujours en attente des rapports. Sur mai et juin, les organismes de contrôle n'étaient pas disponibles.

Des mesures ont été commandées pour juillet, elles n'ont pu être faites que sur le sécheur 2, suite à une erreur de planification de l'organisme de contrôle sur le sécheur 1.

Les résultats seront transmis au service de la DREAL dès réception.

**Constat du 29 septembre 2025 :**

Les cheminées centrales (conduits les plus pénalisant faisant suite à une méthode de calcul basée sur des mesures) des 2 sécheurs OSB BT (1' et 2') ont été équipées d'appareil de mesures en continu pour les paramètres O<sub>2</sub>, CO<sub>2</sub>, COVT, COVnm et poussières en mars 2025 et réceptionnées

depuis le 25 août 2025 (PV de réception phase initiale : 17/09/2025). Toutefois, le PV transmis ne mentionne pas explicitement les sondes de mesures installées et le suivi appliqué sur chaque conduit de cheminée. La vérification sur pièce administrative des équipements de mesure sur les rejets susvisés n'est pas confirmée.

**La non-conformité associée au PdC n°4 de la visite d'inspection du 6 septembre 2024 est maintenue avec le libellé suivant : La surveillance des rejets des nouveaux sècheurs OSB BT équipés de dispositifs de mesure en continu sur les paramètres O<sub>2</sub>, CO<sub>2</sub>, COVT, COVnm et poussières n'est pas confirmée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre les justificatifs associés (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) à la mise en place des dispositifs de mesure en continu sur la cheminée centrale des 2 sècheurs OSB BT (1' et 2').

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Rejets atmosphériques\_PdC2\_VI\_06/09/2024**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 27/01/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission (VLE) - Concentrations

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/04/2025

**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf pour les installations de séchage (conduits n° 1, 2 et 3) pour lesquelles les mesures se font sur gaz humides
- à une teneur en O<sub>2</sub> précisée, le cas échéant, dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4	Conduit n°5	Conduit n°6	Conduit n°7

mg/Nm <sup>3</sup>							
Concentration en O <sub>2</sub>	18 %	18 %	18 %	3%	3%		
Poussières	10	10	30	5	5	15	15
SO <sub>2</sub>	50	50	50	35	35		
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	200	200	200	100	100		
CO	200	200	200	100	100		
COVT	200	200	200			100	100
COVNM				110	110		
HAP	0,1	0,1	0,1				

Cd+Hg+ Tl et composés	0,1 (0,05 par métal)	0,1 (0,05 par métal)	0,1 (0,05 par métal)				
As + Se+Te et composés	1	1	1				
Pb et composés	1	1	1				
Sb+Cr+Co+Cu+Sn + Mn+Ni+ V+Zn et composés	5	5	5				
Formaldéhyde	10	10	10			10	15
Dioxines et furannes (PCDD/P CDF) en ng l- TEQ/Nm	0,1	0,1	0,1				



TEQ/Nm <sup>3</sup>							
---------------------	--	--	--	--	--	--	--

Conduit sécheur indirect basse température OSB (n°1' et n°2') à partir du 01/07/2024	Concentration moyenne sur la période d'échantillonnage (mg/Nm <sup>3</sup> )
Poussières	10
SO <sub>2</sub>	10
CO	40
COVT	200
HAP	0,02
Cd+Hg+Tl et composés	0,02 (0,01 par métal)
As+ Se+Te et composés	0,2
Pb et composés	0,2
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+ Mn+Ni+V+Zn et composés	1

Formaldéhyde	10

Conduits n°8-1 et n°8-2	Valeur limite en moyenne journalière (mg/Nm <sup>3</sup> )	Valeur limite en moyenne mensuelle ou mesures ponctuelles (mg / Nm <sup>3</sup> )	Valeur limite en moyenne annuelle (mg/Nm <sup>3</sup> )
Concentration O <sub>2</sub>	15 %	15 %	15,00 %
NOx	55	5	50
CO	85	85	85
Poussières totales	-	10	-
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	10	10	10

Conduit n°9	Valeur limite en	Valeur limite en	Valeur limite en
-------------	------------------	------------------	------------------

	moyenne journalière (mg/Nm <sup>3</sup> )	moyenne mensuelle ou mesures ponctuelles ( m g / N m <sup>3</sup> )	moyenne annuelle (mg/Nm <sup>3</sup> )
Concentration O <sub>2</sub>	6,00 %	6,00 %	6,00 %
Poussières totales	10	9	5
CO	160	150	150
C h l o r u r e d'hydrogène (HCl)	12	11	5
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	85	77	50
NOx	200	182	140
Ammoniac (NH <sub>3</sub> )	15	15	15
COVnm	-	50	-
F l u o r u r e d'hydrogène (HF)	-	1	-

Cadmium (Cd)	-	0,05	-
Thallium (Tl)	-	0,05	-
Mercur e et composés (Hg)	-	0,01	-
Cd + Tl + Hg et composés	-	0,1	-
Plomb et composés (Pb)	-	1	-
As + Se + Te et composés	-	1	-
Sb+Cr+Cu+Sn+Co+Mn+Ni+V+Zn et composés	-	5	-
PCDD/PCDF en ngI-TEQ/Nm3	-	0,1 ng	-
HAP	-	0,01	-

Conduit n°10	Valeur limite en moyenne journalière	Valeur limite en moyenne mensuelle	Valeur limite en moyenne annuelle
--------------	--------------------------------------	------------------------------------	-----------------------------------

	(mg/Nm <sup>3</sup> )	o u m e s u r e s p o n c t u e l l e s ( m g / N m <sup>3</sup> )	(mg/Nm <sup>3</sup> )
Concentration O <sub>2</sub>	3,00 %	3,00 %	3,00 %
NO <sub>x</sub>	85	77	60
CO	55	50	50
Poussières totales	-	5	-
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	-	35	-
COVnm	-	50	-
HAP	-	0,01	-
Cd + Tl + Hg et composés	-	0,1	-
Plomb et composés (Pb)	-	1	-
As + Se + Te et composés	-	1	-

composés			
Sb+Cr+Cu+Sn+Co+Mn+Ni+V+Zn et composés	-	5	-

#### Constats :

##### Constat du 6 septembre 2024 :

**Non-conformité associée au PdC n°2 - La VLE en CO de l'ancien sécheur Büttner n'est pas respectée lors de la mesure de juin 2024. La VLE en NOx de la chaudière gaz est dépassée en juillet 2024. Le jour de l'inspection, la VLE en CO du sécheur PROMILL est dépassée.**

Le 25 juillet 2025, l'exploitant signale que les contrôles sont transmis désormais semestriellement.

##### Constat du 29 septembre 2025 :

**L'ancien sécheur Büttner n'est plus exploité.**

Aucune valeur en concentration n'a été transmis à l'inspection des installations classées concernant la chaudière à gaz (conduit 10) et le sécheur PP PROMILL (conduit 3) permettant de vérifier le respect des valeurs limites d'émission sur l'année 2025 pour le NOx relatif au conduit 10 et le CO au conduit 3.

**L'exploitant n'a toutefois pas répondu au constat de l'année précédente, lors des réponses transmises en date du 24 septembre 2024 et 5 février 2025.**

Dans ce contexte, la non-conformité associée au PdC n°2 de la visite d'inspection du 6 septembre 2024 est maintenue, avec le libellé suivant : La VLE en NOx de la chaudière gaz est dépassée en juillet 2024. Le 6 septembre 2024, la VLE en CO du sécheur PP PROMILL est dépassée.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°7, en particulier les résultats des mesures en continu sur les rejets de la chaudière gaz (conduit 10) et du sécheur PP PROMILL (conduit 3).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

#### N° 8 : Prévention des pollutions\_PdC11\_VI\_06/09/2024

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.6.7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Bassin de confinement et d'orage

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

- date d'échéance qui a été retenue : 02/04/2025

#### **Prescription contrôlée :**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

[...]

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à deux bassins de confinement, dénommés « ancien bassin » et « bassin OSB » de capacités respectives de 8000 m<sup>3</sup> et de 10000 m<sup>3</sup>, avant rejet vers le milieu naturel.

[...]

#### **Constats :**

##### **Constat du 6 septembre 2024 :**

**Non conformité associée au PdC n°11 - La membrane d'étanchéité du bassin OSB est largement endommagée et ne permet plus de garantir son étanchéité en toutes circonstances.**

Dans sa réponse exploitant du 25 juillet 2025, l'exploitant a déclaré que l'ensemble des protections a été remplacé. Les travaux ont été achevés le 18 juillet 2025. L'exploitant a transmis une photo attestant du remplacement des protections précitées.

##### **Constat du 29 septembre 2025 :**

La visite in-situ a permis de constater le remplacement effectif de l'ensemble des protections observées endommagées le 6 septembre 2024.

**Les mesures correctives mises en œuvre par l'exploitant en réponse aux constats associés au point de contrôle n°11 de la visite d'inspection du 6 septembre 2024 sont satisfaisantes ; la non-conformité associée au PdC n°11 précité est soldée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 9 : Plan de défense contre un incendie\_PdC12\_VI\_06/09/2024**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/12/2021, article 7.6.6.2 et 11.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense Incendie

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/04/2025

#### **Prescription contrôlée :**

#### Article 7.6.6.2

L'exploitant doit établir un Plan de Défense Incendie sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. Le Plan de Défense Incendie définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers.

Un exemplaire du Plan de Défense Incendie doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du Plan de Défense Incendie ; cela inclut notamment,
- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du Plan de Défense Incendie, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du Plan de Défense Incendie en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Le comité social et économique, s'il existe, ou à défaut l'instance représentative du personnel, est consulté par l'industriel sur la teneur du Plan de Défense Incendie.

Le Plan de Défense Incendie est remis à jour au plus tard tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Le Plan de Défense Incendie et les modifications notables successives sont transmis à l'inspection des installations classées et au service départemental d'incendie et de secours.

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le Plan de Défense Incendie. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les trois ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation.

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte-rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Chapitre 11.1

Article	Document	Date d'échéance
[...]	[...]	[...]
7.6.6.2	Actualisation du Plan de Défense Incendie (tous les 3 ans ou à chaque modification)	A la mise en service de la centrale de production d'énergie



	ans ou à chaque modification notable des installations)	d'énergie
[...]	[...]	[...]

#### Constats :

##### Constat du 6 septembre 2024 :

**Non-conformité associée au PdC n°12 - Le plan de défense contre l'incendie n'a pas été mis à jour suite à la mise en service de la centrale biomasse.**

Le plan de défense incendie du site a été transmis par mail en date du 24 et 25 septembre 2024. Toutefois, ce dernier n'inclut pas le plan d'intervention généré par la centrale biomasse DALKIA. En effet, le plan d'intervention relatif à la centrale biomasse a été rédigé par DALKIA. Celui-ci doit être plus exhaustif en termes de procédures à suivre au niveau des scénarii envisagés (mise en sécurité des personnes, les moyens mis en œuvre, la ressource en eau, coordination des intervenants,...) .

Le plan de défense incendie de SWISS KRONO doit être auto-portant.

##### Constat du 29 septembre 2025 :

En l'absence de transmission d'un plan de défense incendie auto-portant comportant l'ensemble des installations exploitées par SWISS KRONO et la centrale biomasse conduite par DALKIA, la non-conformité associée au point de contrôle n°12 de la visite d'inspection du 6 septembre 2024 est reconduite avec le libellé suivant : **Le plan de défense contre l'incendie n'a pas été mis à jour suite à la mise en service de la centrale biomasse, dans un document auto-portant comportant l'ensemble des installations du site.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat associé au PdC n°9.

La communication d'un plan de défense incendie de SWISS KRONO auto-portant est attendu dans ce cadre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 10 : Prévention des pollutions\_PdC13\_VI\_06/09/2024

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/12/2021, article 4.1.4.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection du forage

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/04/2025

#### Prescription contrôlée :

La protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprend une dalle de propreté en béton de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage.

La tête de forage est fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

#### Constats :

##### **Constat du 6 septembre 2024 :**

**Non-conformité associée au PdC n°13 - La margelle du forage est inférieure à la hauteur prescrite.**

Dans sa réponse du 25 juillet 2025, l'exploitant a déclaré que les travaux de mise en conformité ont été réalisés le 29 janvier 2025.

##### **Constat du 6 septembre 2024 :**

La visite in-situ a permis de constater la réalisation effective des travaux visant à rehausser la margelle du forage.

**Les mesures correctives mises en œuvre par l'exploitant en réponse aux constats associés au point de contrôle n°11 de la visite d'inspection du 6 septembre 2024 sont satisfaisantes.**

**Pas d'écart constaté ; la non-conformité associée au PdC n°11 précité est soldée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Autosurveillance des rejets aqueux\_PdC14\_VI\_06/09/2024**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/12/2021, article 9.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déclaration dans GIDAF

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 02/04/2025

#### Prescription contrôlée :

Les résultats des mesures réalisées en application du chapitre 9.2 ci-dessus sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans. Les résultats de l'autosurveillance, notamment des rejets aqueux et du suivi des Légionelles, sont transmis par l'exploitant par le biais de l'application Internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes).

Sauf spécification particulière du présent arrêté, les résultats d'autosurveillance non gérés par l'application GIDAF sont adressés trimestriellement à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

**Constat du 6 septembre 2024 :**

Lors de l'inspection, les derniers résultats déclarés dans GIDAF de l'autosurveillance des rejets aqueux dataient de mi 2024. Aucune nouvelle déclaration n'a été effectuée depuis en dehors de celle requise sur l'analyse des PFAS, en application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Les résultats d'autosurveillance des rejets atmosphériques (mesure en continu) ne sont pas transmis depuis le début de l'année 2024.

**Non-conformité associée au PdC n°14 - Les résultats des mesures en continu des rejets atmosphériques ne sont pas transmis trimestriellement et les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux ne sont plus déclarés depuis juin 2024.**

Dans sa réponse du 24 juillet 2025, l'exploitant a déclaré que :

- les sècheurs 1 et 2 : installations des appareils fin mars 2025
- la mise en service prévue pour le 11 août 2025 : date repoussée suite à l'incendie survenu sur le sécheur n°1 début avril ayant détruit leur équipement, qui a été reçu fin juin et sera installé en août (absence de personnel du fournisseur). Sur le sécheur n°2, les raccords des bouteilles de gaz n'étaient pas conformes et malgré nos relances, nous les avons obtenues début juillet et ils seront installés en août pour les mêmes raisons.

Dans l'attente, l'exploitant a programmé des mesures sur les 2 sècheurs fin avril, dont les rapports sont toujours pas réceptionnés. Sur mai et juin, les organismes de contrôle n'étaient pas disponibles.

Des mesures ont été commandées pour juillet, elles n'ont pu être faites que sur le sécheur 2, suite à une erreur de planification de l'organisme de contrôle sur le sécheur 1.

Les résultats seront transmis au service de la DREAL dès réception.

Concernant les rejets aqueux, l'exploitant indique que les résultats des contrôles sont désormais saisis mensuellement, depuis janvier 2025.

**Constat du 29 septembre 2025 :**

L'inspection constate que les télédéclarations de janvier à juin 2025 relatives aux rejets aqueux sont présentes sous GIDAF. **Le constat relatif à l'absence de télédéclaration des résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux est soldé.**

Il est important de noter que le constat relatif à la transmission des résultats des mesures en continu des rejets atmosphériques est repris dans le point de contrôle n°12.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Autosurveillance des émissions atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/01/2023, article art. 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fréquence de transmission de l'autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

[...]

Le bilan des mesures est transmis à l'inspection des installations classées accompagné des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

La périodicité de la transmission est à fréquence trimestrielle.

[...]

#### Constats :

L'exploitant n'a pas transmis depuis le début de l'année 2025, les mesures en continu sur les conduits a minima :

- 1' (sécheur OSB BT 1) ,
- 2' (sécheur OSB BT 2) ,
- 3 (PP Promil) ,
- 9 (chaudière biomasse) ,
- 10 (chaudière gaz).

Pour les conduits 1' et 2 ' , les appareils de mesures en continu ont été installés en mars 2025 et mises en service fin août 2025 ( PV de reception).

Debut 2025, l'exploitant a proposé à l'inspection des installations classées des mesures compensatoires en réalisant des mesures mensuelles par un organisme agréé. L'APAVE a été missionné et a réalisé les prélèvements suivants:

- le premier trimestre: le 1 avril 2025,
- le deuxième trimestre : les 23 et 24 avril 2025,
- le troisième trimestre : 9 au 18 juillet 2025.

L'exploitant signale que les mesures n'ont pas pu être effectuées en février et mars 2025 car:

- les prélèvements étaient prévus la dernière semaine de février : moment de la panne de la presse qui a duré 2 semaines
- Ceux d'avril étaient prévus début avril et le site était en arrêt de ligne. Un report immédiat a été demandé sur une autre période de mars mais l'APAVE n'était disponible qu'à compter du 1<sup>er</sup> avril. Cette date a donc été retenue.
- Les mesures d'avril sont programmées les 23 et 24 où la mesure sur 2 sécheurs a pu se réaliser. En effet, suite à l'incendie du 5 novembre 2024 sur le sécheur BT 2, le redémarrage de ce sécheur est prévu début avril.

L'inspection constate que ces 3 rapports ont été transmis à l'inspection le 14 octobre 2025. Le délai de transmission trimestriel est nettement dépassé.

Dans ce contexte, **la non-conformité associée au PdC n°14 de la visite d'inspection du 6 septembre 2024 est maintenue, avec le libellé suivant : Les résultats des mesures des rejets atmosphériques en continu et les rapports d'autosurveillance réalisés par un organisme agréé ne sont pas transmis trimestriellement à l'inspection.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre trimestriellement l'autosurveillance des rejets atmosphériques en continu à fréquence trimestrielle ainsi que les rapports réalisés par un organisme agréé dans les délais impartis.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 13 : Arrêt définitif réservoirs enterrés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réservoirs enterrés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lors d'une mise à l'arrêt définitive de l'installation, les réservoirs et les tuyauteries sont dégazés et nettoyés. Les réservoirs sont ensuite retirés ou, à défaut, neutralisés par un solide physique inerte.
<b>Constats :</b>  L'exploitant signale par courrier en date du 25 juillet 2025 que les 2 cuves enterrées de GNR de 2,5 tonnes chacune ne sont plus utilisées. Le jour de la visite, l'inspection demande des justificatifs de l'inertage de ces 2 cuves qui n'ont pas été fournis par l'exploitant.  <b>Ecart constaté :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de fournir de justificatifs concernant l'inertage des 2 cuves enterrées, associé à la mise en sécurité requise dans le cadre de la cessation partielle de ces activités.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit fournir les justificatifs associés à l'inertage des cuves enterrées de GNR.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois